

STATUTS

PREAMBULE :

Tel que défini par les statuts de la Fédération Française de Cyclotourisme, le cyclotourisme est une activité sportive de loisir et de plein air, touristique et culturelle, excluant la compétition, et pratiquée sans but lucratif.

TITRE I : HISTORIQUE ET BUT DE L'ASSOCIATION

Article 1

L'association Cyclo Sport Villefranchois formée le 17 novembre 1971, en conformité de la loi du 1 juillet 1901 est une association affiliée à la Fédération Française de Cyclotourisme.

Réunie en assemblée générale le 1 décembre 2000, elle a décidé de modifier ses statuts déposés le 4 novembre 1971 et modifiés le 11 décembre 1998, comme suit.

Cette association a pour but de :

- Pratiquer et encourager le développement du tourisme à bicyclette en général.
- Assurer auprès des pouvoirs publics et des diverses collectivités, la défense des intérêts du club et des membres individuels.
- Etudier tous les problèmes concernant le cyclotourisme qui peuvent se présenter.
- Lutter contre la délinquance routière.

Article 2

Le siège social est fixé à Villefranche de Rouergue (Aveyron), Maison des Sociétés, Place Bernard Lhez.

Il peut être modifié par décision du Comité Directeur.

TITRE II : ORGANISATION

Article 3

L'association comprend :

- des membres d'honneur
- des membres honoraires
- des membres actifs

Les membres d'honneur et les membres honoraires sont nommés par l'assemblée générale sur proposition du comité. Ils ne paient pas de cotisation mais n'ont pas de voix délibérative et ne sont pas éligibles.

Les membres actifs à jour de leur cotisation ont voix délibérative dans toutes les assemblées. Ils sont éligibles à toutes les fonctions suivant les conditions fixées par les articles 10 et 11 des présents statuts.

Article 4

Les membres actifs versent une cotisation annuelle comprenant le montant de la licence FFCT. La cotisation reste acquise à l'association.

Article 5

L'admission d'un nouveau membre est subordonnée au versement de la cotisation annuelle. Elle est prononcée par le comité à sa plus prochaine réunion.

Article 6

Nul ne peut profiter des avantages accordés aux membres de l'association, ni assister aux réunions, s'il n'a été admis dans les formes prescrites par les présents statuts.

Article 7

Tout membre désirant se retirer de l'association doit adresser sa démission par écrit au Président, qui en fait part au Comité à sa plus prochaine réunion. Un adhérent n'ayant pas réglé sa cotisation au 31 janvier est considéré démissionnaire.

Article 8

Le Comité peut prononcer l'exclusion d'un adhérent pour non-respect des statuts ou règlements, mauvaise tenue, indignité ou, en général pour s'être conduit de façon à discréditer l'association. L'adhérent est convoqué par lettre recommandée avec avis de réception adressée quinze jours au moins avant la réunion. Le Comité réuni à cet effet, statue au scrutin secret, après avoir entendu le sociétaire qui peut se faire assister par une personne de son choix.

Tout membre radié ou exclu ne peut rentrer de nouveau dans l'association qu'après accord du Comité.

TITRE III : ADMINISTRATION

Article 9

Le Comité est composé de six membres au moins et de quinze au plus, élus au scrutin secret par l'Assemblée Générale. La moitié au moins des sièges du Comité doit être occupée par des membres ayant atteint la majorité légale.

Le Comité de direction est élu pour une période de trois ans, renouvelable par tiers chaque année. Les deux premiers tiers sortants sont tirés au sort.

L'Assemblée Générale nomme également pour trois ans une commission de contrôle, dont le rôle est défini par l'article 21, composée de deux membres actifs ne faisant pas partie du Comité de direction.

Article 10

Est électeur tout membre actif à jour de ses cotisations, adhérent depuis plus de six mois, âgé de seize ans au moins le jour du vote.

Article 11

Les membres sortants sont rééligibles. Les candidatures doivent être adressées au Président quinze jours au moins avant la date de l'assemblée Générale.

Est éligible tout membre actif remplissant les conditions requises pour être électeur, ne percevant, à quelque titre que ce soit, aucune rémunération de l'association, et membre de l'association depuis au moins un an. Il pourra être dérogé à cette dernière disposition durant les deux premières années de l'association.

Les membres du Comité ne peuvent être membres d'une association ayant des buts ou des activités communs à ceux du Cyclo Sport Villefrancois. (Le Comité départemental, la ligue régionale et la FFCT exceptés).

Article 12

Le Comité de direction se renouvelle par tiers chaque année. Les deux premiers tiers sortants sont désignés par le sort.

Les fonctions de membres du Comité sont gratuites.

Les élus appelés à prendre la place de membre du Comité n'ayant pas achevé leur mandat voient leurs pouvoirs expirer à l'époque ou devait normalement cesser ceux de leur prédécesseur.

Article 13

L'assemblée générale de l'association se réunit une fois par an. Les adhérents sont convoqués au moins trois semaines avant sa réunion, sur un ordre du jour fixé par le Comité.

Elle renouvelle le Comité de direction et la commission de contrôle, entend et se prononce sur les rapports moral et financier ainsi que sur le projet de budget.

Article 14

Les membres du Comité ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat. Ils sont tenus d'assister à toutes les réunions.

Article 15

Tout membre du Comité qui se désintéresserait notoirement de l'association en n'assistant pas aux réunions peut, après deux absences consécutives non justifiées, être considéré comme démissionnaire si les deux

tiers du Comité se prononcent dans ce sens. Dans ce cas, il est pourvu à son remplacement au cours de l'Assemblée Générale suivante.

Article 16

Le Comité de direction élit chaque année, parmi ses membres et au scrutin secret, son bureau qui est composé au moins d'un président, d'un secrétaire et d'un trésorier, tous trois ayant atteint la majorité légale.

Article 17

Le Président a la direction de l'association. Il pourvoit à l'organisation des services et propose au Comité l'organisation et le but des activités ; il signe la correspondance ; il garantit par sa signature les procès verbaux et il exécute les délibérations du Comité. Dans les trois mois qui suivent la constitution ou la modification des présents statuts, il doit en faire la déclaration à la Préfecture ou à la Sous Préfecture.

Il fait procéder aux votes dont il proclame les résultats. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 18

Le Président fait tous les actes de conservation ; il représente l'association vis à vis des tiers, des pouvoirs publics, des structures fédérales, ainsi qu'en justice, tant en demandant qu'en défendant. Il préside toutes les séances de l'association.

Article 19

Le Secrétaire rédige les procès verbaux de séances de l'association. Il est chargé de correspondance et de la rédaction des convocations ; il tient le fichier des adhérents. Il a la garde des documents et de toute la correspondance.

Article 20

Le Trésorier reçoit les cotisations des adhérents et n'acquitte que les dépenses approuvées par le Comité. Il est comptable et responsable de toutes les sommes encaissées ou payées.

Article 21

Les livres doivent être constamment tenus à jour afin de permettre n'importe quelle recherche ou vérification.

Article 22

La commission de contrôle, composée de deux membres actifs élus par l'Assemblée Générale dans les mêmes conditions que les membres du Comité a pour mission de vérifier la gestion du Trésorier et dépose chaque année un rapport à l'Assemblée Générale.

A cet effet, le Trésorier met à sa disposition tous les livres ou documents dont elle peut avoir besoin. La commission de contrôle peut intervenir chaque fois qu'elle le souhaite.

Article 23

Chaque membre au Comité peut être chargé de fonctions spéciales dans l'intérêt du bon fonctionnement et de la prospérité de l'association.

TITRE IV : REUNIONS

Article 24

En dehors de l'Assemblée Générale, le Comité se réunit au moins une fois par trimestre pour délibérer des questions relatives à la gestion et à l'animation de l'association. Le Bureau peut, en outre, convoquer le Comité chaque fois que cela est demandé par au moins la moitié des membres de ce dernier.

Article 25

Les adhérents peuvent être réunis en Assemblée Générale extraordinaire sur proposition du Comité ou à la demande des deux tiers d'entre eux.

TITRE V : DISPOSITIONS GENERALES

Article 26

Le cyclotourisme étant une activité exempte de tout esprit de compétition, l'association n'organisera aucune épreuve tendant à comparer les performances des adeptes de cette discipline. En outre, elle s'engage à respecter les règlements de la FFCT.

Article 27

Les discussions politiques, religieuses ou personnelles, les jeux sont formellement interdits.

Article 28

La dissolution de l'association ne peut être prononcée qu'en Assemblée Générale extraordinaire convoquée sur un ordre du jour exposant les motifs un mois à l'avance, après un vote réunissant au moins les deux tiers des membres actifs.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion aura lieu au moins une semaine plus tard, et la dissolution prononcée après un vote réunissant au moins la moitié plus un des membres actifs.

Article 29

En cas de dissolution, la liquidation s'effectuera suivant les règles de droit commun par les soins du Comité en exercice.

Article 30

Tout candidat qui devient membre de l'association s'engage à observer les statuts et règlements et déclare se soumettre sans réserve à leurs dispositions.

Article 31

Dans le cas où, pour un motif quelconque, l'association désirerait acquérir la capacité juridique ou se faire reconnaître d'utilité publique, elle devra remplir les formalités prescrites par la loi du 1^{er} juillet 1901 et les textes en vigueur.

Article 32

Le Comité peut seul provoquer les modifications aux présents statuts. Dans ce cas, le texte des avenants est distribué aux membres appelés à délibérer un mois avant l'Assemblée Générale au cours de laquelle les nouvelles dispositions doivent être discutées.

Les modifications aux statuts doivent être approuvées par les deux tiers au moins des membres actifs.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion aura lieu au plus tôt une semaine après la première. Les décisions seront alors prises à la majorité absolue.

Article 33

Les présents statuts ont été adoptés par l'Assemblée Générale réunie le 1^{er} décembre 2000.